

Unité bi-départementale des Landes et des Pyrénées-  
Atlantiques  
Cité administrative  
rue Pierre Bonnard  
CS87564  
64000 Pau

Pau, le 18/02/2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 10/12/2024

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **SOBEGI - SOCIETE BEARNAISE DE GESTION INDUSTRIELLE**

Pôle 4 - Avenue du Lac  
RD 281  
64150 Mourenx

Références : DREAL/2024/9620  
Code AIOT : 0005209347

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 10/12/2024 dans l'établissement SOBEGI - SOCIETE BEARNAISE DE GESTION INDUSTRIELLE implanté Lotissement Induslacq 64170 Lacq. L'inspection a été annoncée le 27/02/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

Cette inspection s'inscrit dans le cadre du plan d'action national portant sur les PFAS. Les PFAS sont des composés avec une grande durée de vie dans l'environnement. Un plan d'action ministériel PFAS a été défini début 2023 afin, dans un premier temps, de mieux connaître les sources de ces substances et leur mode de diffusion dans l'environnement, pour ensuite mettre en place des actions de réduction à la source chez les principaux émetteurs. En ce sens, l'arrêté ministériel du 20 juin 2023, relatif à l'analyse des substances per- et polyfluoroalkylées

dans les rejets aqueux des ICPE relevant du régime de l'autorisation, permet à l'inspection de collecter les résultats de la campagne de mesures réalisées auprès des sites industriels potentiellement émetteurs de quantités significatives de PFAS.

Cette inspection portait donc sur le respect des dispositions de l'arrêté ministériel du 20 juin 2023. Aussi, cette inspection a été l'occasion, pour l'inspection, de vérifier le respect des dispositions relatives à la surveillance des rejets aqueux (paramètres suivis, fréquence d'analyses et respect des valeurs limites d'émission).

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SOBEGI - SOCIETE BEARNAISE DE GESTION INDUSTRIELLE
- Lotissement Induslacq 64170 Lacq
- Code AIOT : 0005209347
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil bas
- IED : Oui

La société SOBEGI exploite sur la plate-forme Induslacq plusieurs installations dont :

- une centrale «utilités» (UTL) à destination de l'ensemble des lotis comprenant le prélèvement d'eau dans le Gave, l'exploitation d'un réseau d'eau incendie, la production d'eau déminéralisée, de vapeur, d'air comprimé ou d'azote
- une unité de traitement du gaz (UTG) provenant exclusivement du gisement de la concession minière de Lacq lui permettant d'extraire 3 à 5 tonnes par heure d'hydrogène sulfuré (H<sub>2</sub>S) pour plusieurs clients du bassin de Lacq et du gaz traité en alimentation de ses chaudières et d'un client sur la plate-forme.

SOBEGI, du fait de l'exploitation de l'UTG, est classé Seveso seuil bas.

**Thèmes de l'inspection :**

- AN24 PFAS
- Eau de surface

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;

- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

| N° | Point de contrôle                       | Référence réglementaire                        | Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup> | Proposition de délais |
|----|---|--|--|-----------------------|
| 2  | Réalisation des campagnes d'analyse     | Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 3    | Demande de justificatif à l'exploitant   | 1 mois                |
| 8  | Respect des valeurs limites d'émissions | AP Complémentaire du 07/04/2022, article 4.3.7 | Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant  | 1 mois                |

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

| N° | Point de contrôle    | Référence réglementaire                     | Autre information |
|----|----------------------|---|-------------------|
| 1  | Liste des substances | Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 2 | Sans objet        |

| N° | Point de contrôle                                    | Référence réglementaire                         | Autre information |
|----|--|---|-------------------|
|    | PFAS   |   |                   |
| 3  | Qualifications pour réaliser les campagnes d'analyse | Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4     | Sans objet        |
| 4  | Exigences pour le prélèvements                       | Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4     | Sans objet        |
| 5  | Précisions des mesures                               | Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4     | Sans objet        |
| 6  | Déclaration des résultats GIDAF                      | Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4     | Sans objet        |
| 7  | Auto surveillance des eaux résiduaires               | AP Complémentaire du 07/04/2022, article 10.2.2 | Sans objet        |

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Sur la première thématique d'inspection portant sur les PFAS, l'inspection n'a pas soulevé de non-conformité relative aux campagnes d'analyses sur les rejets de l'UTG (rejet n°1 - eaux pluviales UTG) mais des analyses complémentaires doivent être réalisées pour déterminer la contribution de la totalité des émissaires réglementés.

Sur la seconde thématique de la visite portant sur le respect de l'autosurveillance (paramètres, fréquence et valeurs limites d'émissions), l'inspection attends des éléments (calendrier et plan d'action) relatifs à la surveillance des rejets de l'UTG allant au C4000 :

- impact de la température sur l'étalonnage de la sonde pH
- calendrier associé au plan d'action sur la baisse de la VLE associé au pH minimal à respecter
- résultats du plan d'action

### 2-4) Fiches de constats

N° 1 : Liste des substances PFAS

|  |
|--|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 2   |
| <b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2024, Réalisation et tenue à jour de la liste de PFAS   |
| <p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant d'une installation mentionnée à l'article 1er établit, sous trois mois, la liste des substances PFAS utilisées, produites, traitées ou rejetées par son installation, ainsi que des substances PFAS produites par dégradation. Il tient cette liste à jour à la disposition de l'inspection des installations classées.</p> <p>Si de telles substances ont été utilisées, produites, traitées ou rejetées avant l'entrée en vigueur</p> |

du présent arrêté, elles sont également mentionnées en tant que telles dans la liste, ainsi que la date à laquelle elles sont susceptibles d'avoir été rejetées.

**Constats :**

La liste des substances a été communiquée à l'inspection en décembre 2023. Lors de l'inspection, l'exploitant indique que celle-ci n'a pas évolué depuis.

Aucune substance utilisée dans les procédés ne rentre dans la classification PFAS, pas plus que les produits de dégradation de ces substances. Seuls les émulseurs, les biocides et les fluides frigorigènes sont susceptibles de donner lieu à la présence de PFAS au rejet dans l'environnement. Après examen, les biocides utilisés pour les tours aéro-réfrigérantes ou les produits de traitement de l'eau ont été exclus car ne contenant pas de composés fluorés, de même que les fluides frigorigènes puisqu'ils sont sous forme gazeuse en cas de mise à l'atmosphère.

Sur cette base, Sobegi a considéré les 20 substances PFAS figurant sur la liste prédéfinie au paragraphe 2 de l'article 3 de l'arrêté du 20/06/2023 comme susceptibles d'être présentes, auxquelles s'ajoutent :

- 5 des 8 substances figurant sur les listes prédéfinies au paragraphe 3 de l'article 3 de l'arrêté du 20/06/2023 (HFPO-DA, ADONA, C6OH, 6:2FTOH et 8:2FTOH)
- 2 composés caractéristiques d'émulseurs récents : 6:2 FTS et 8:2 FTS. Ces deux composés ont été rajoutés sur la base de recommandations du groupe TotalEnergies.

L'ensemble des résultats montre des valeurs sous la LQ pour les 3 campagnes d'analyses.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 2 : Réalisation des campagnes d'analyse**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 3

**Thème(s) :** Actions nationales 2024, Exhaustivité des paramètres analysés et échéances

**Prescription contrôlée :**

L'exploitant d'une installation mentionnée à l'article 1er réalise une campagne d'identification et d'analyse des substances PFAS sur chaque point de rejets aqueux de l'établissement, à l'exception des points de rejet des eaux pluviales non souillées. Les émissaires d'eaux de ruissellement des zones où ont été utilisées des mousses d'extinction d'incendie en quantité significative sont également concernés par cette campagne, ainsi que ceux d'eaux contaminées par des PFAS d'une manière plus générale.

**Constats :**

Des prélèvements ont été effectués en sortie du bassin de récupération des eaux pluviales de l'UTG (dirigées ensuite vers le réseau « eaux pluviales » de la plate-forme). Les PFAS mesurés sont les 20 de la liste, plus 5 des 8 de la liste additionnelle, plus le 6:2 FTS et le 8:2 FTS.

Les prélèvements ont été démarrés en mars 2024, et poursuivis en juin et juillet afin de ne pas survenir durant les périodes du grand arrêt 2024 de la plate-forme.

Par ailleurs, Sobegi également exploitant de la STEB de la plateforme Induslacq a procédé à des campagnes de mesures au point B (en sortie de STEB) et au point C (rejet au Gave regroupant les eaux en sortie de la STEB et les eaux pluviales de la plateforme).

Les résultats des mesures PFAS obtenus par Sobegi aux points B et C indiquent qu'une partie des

|   |
|---|
| <p>PFAS provient du réseau d'eaux pluviales de la plateforme.</p> <p>--&gt; Demande n°2.1</p> <p>Il est rappelé à l'exploitant que la suppression à défaut la réduction maximale des émissions est recherchée y compris en proposant des traitements des eaux in fine.</p>  |
| <p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>Demande : Sobegi évalue donc par de nouvelles campagnes de mesure la contribution des rejets de ses installations au réseau eaux pluviales de la plateforme (rejets listés à l'article 4.3.5 de l'APC du 7 avril 2022) . De même, il évalue la contribution du rejet de ses installations au réseau d'eaux biodégradables avant traitement à la STEB, notamment celles issues du Parc à déchets (rejet n°2bis).</p> <p>Sobegi communique, sous 1 mois, à l'inspection les points de mesure faisant l'objet de campagnes de mesure des PFAS. Ces points de mesure doivent être représentatifs de l'ensemble des points listés art 4.3.5 de l'APC du 7 avril 2022.</p> <p>Après accord de l'inspection sur les points de mesure retenus, Sobegi fait réaliser les prélèvements et analyses conformément aux dispositions de l'article 4 de l'AM du 20 juin 2023.</p> <p>L'exploitant communique à l'inspection, les résultats de ces campagnes et leur interprétation. Étant entendu que les investigations peuvent conduire à devoir affiner l'origine des émissions de PFAS par de nouvelles mesures sur des points intermédiaires, l'interprétation sera accompagnée le cas échéant, de propositions de mesures supplémentaires dans l'objectif de suppression ou à défaut de réduction maximale des émissions.</p> |
| <p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>  |
| <p><b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant</p>  |
| <p><b>Proposition de délais :</b> 1 mois</p>  |

### N° 3 : Qualifications pour réaliser les campagnes d'analyse

|  |
|--|
| <p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4</p>  |
| <p><b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2024, Accréditation des organismes mandatés</p>  |
| <p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les mesures (prélèvement et analyse) des substances mentionnées au 2° de l'article 3 et les prélèvements des substances mentionnées au 3° de l'article 3 sont effectués par un organisme ou laboratoire agréé ou, s'il n'existe pas d'agrément pour le paramètre mesuré, par un organisme ou laboratoire accrédité par le Comité français d'accréditation ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la Coordination européenne des organismes d'accréditation.</p> |
| <p><b>Constats :</b></p> <p>Le LPL, en charge des prélèvements pour les analyses PFAS, est accrédité selon la norme NF EN ISO/CEI 17025.</p> <p>SOBEGI a fait réaliser les analyses par Agrolab aux Pays-Bas qui est également accrédité pour les</p>  |

|  |
|--|
| <p>20 PFAS listés dans le 2° de l'article 3 de l'AM.</p> <p>SOBEGI a fait faire également les analyses sur les 5 des 8 substances du 3° de l'article 3 (pour lesquels il n'est pas demandé d'accréditation) mais le laboratoire d'analyses dispose d'accréditation pour 5 de ces 8 substances (C6O4/F-DIOX, 6-2FTOH et 8.2FTOH).</p> <p>L'exploitant a transmis à l'inspection le certificat d'accréditation d'Agrolab à la norme EN ISO/CEI 17025 (dont il est mention de l'appartenance au réseau européen) et les annexes qui listent les PFAS, accrédités pour la matrice « eau ».</p> <p>La campagne a été réalisée dans les délais prévus, compte-tenu de l'arrêt de plusieurs industriels de la plate-forme qui a conduit à décaler de 2 mois les deux dernières analyses.</p> <p>Les limites de quantification sont inférieures à celles prévues par l'arrêté ministériel.</p> |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite   |

#### N° 4 : Exigences pour le prélèvements

|   |
|---|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4  |
| <b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2024, Exigences pour le prélèvement  |
| <p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les prélèvements sont réalisés dans des conditions représentatives de l'activité normale de l'installation.</p> <p>Les prélèvements sont effectués au(x) point(s) de rejet aqueux avant toute dilution avec d'autres effluents.</p> <p>Les prélèvements sont réalisés pour les substances énumérées à l'article 3 à partir d'un échantillonnage réalisé sur une durée de 24 heures. Dans le cas où il est impossible d'effectuer un prélèvement proportionnel au débit de l'effluent, un prélèvement asservi au temps ou des prélèvements ponctuels, si la nature des rejets le justifie, sont réalisés. L'exploitant justifie alors cette impossibilité.</p> |
| <p><b>Constats :</b></p> <p>Pour le périmètre de cette inspection, l'analyse de l'inspection porte sur la campagne d'analyses réalisée sur 1 point de rejet (exutoire référencé n°1 dans l'arrêté préfectoral du 7 avril 2022).</p> <p>Les eaux pluviales de l'UTG sont dirigées vers le réseau des eaux pluviales du lotissement Induslacq qui rejoint le Gave de Pau.</p> <p>Les prélèvements ont bien été réalisés sur la base d'un prélèvement sur 24h.</p>   |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite  |

#### N° 5 : Précisions des mesures

|   |
|---|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4  |
| <b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2024, Respect des limites de quantification  |
| <p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Pour l'utilisation de la méthode indiciaire (AOF) mentionnée au 1° de l'article 3, une limite de quantification de 2 µg/L est respectée.</p> <p>Pour chacune des substances PFAS mentionnées au 2° et au 3° de l'article 3, une limite de quantification de 100 ng/L est respectée.</p> |

|   |
|---|
| Si une substance PFAS n'est pas quantifiée ou quantifiée à une concentration inférieure à 100 ng/L, la mention « non quantifiée » est précisée. |
| <b>Constats :</b><br><br>Les limites de quantification sont conformes à celles exigées par l'arrêté ministériel.                                |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite  |

#### N° 6 : Déclaration des résultats GIDAF

|  |
|--|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4   |
| <b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2024, Restitution des résultats sur GIDAF   |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br><br>L'exploitant transmet les résultats commentés de ces campagnes d'analyse, par voie électronique, à l'inspection des installations classées au plus tard le dernier jour du mois suivant chaque campagne. Ces résultats sont transmis conformément à l'arrêté du 28 avril 2014 susvisé.  |
| <b>Constats :</b><br><br>Les déclarations GIDAF ont été remplies conformément aux dispositions de l'arrêté ministériel.<br>Mois 1 (mars 2024) - prélèvement le 26/03/2024 et résultats le 20/09/2024<br>Mois 2 (juin 2024) - prélèvement le 27/06/2024 et résultats le 17/09/2024<br>Mois 3 (juillet 2024) - prélèvement le 23/07/2024 et résultats le 17/09/2024<br>La restitution des résultats a été faite avec un peu de retard mais l'exploitant a pu le justifier par les délais d'acheminement des échantillons et la disponibilité limitée du laboratoire d'analyse.<br>L'examen des déclarations GIDAF et de rapport d'analyses fait apparaître que limites de quantification ne sont atteintes pour aucune des substances PFAS recherchées ni pour le paramètre AOF<br>L'inspection a vérifié la complétude du rapport d'analyses transmis, au-delà des résultats d'analyses : mention de l'accréditation du laboratoire mandaté, méthodes d'analyses utilisées. Les rapports d'analyses n'appellent pas de remarque de la part de l'inspection. |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite   |

#### N° 7 : Auto surveillance des eaux résiduaires

|  |
|--|
| <b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 07/04/2022, article 10.2.2   |
| <b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Surveillance des rejets aqueux   |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br><br>Les dispositions minimales suivantes sont mises en œuvre aux points de rejet réglementés à l'Article 4.3.5. pour les eaux usées :<br><br>[Tableau détaillant les points de contrôle, les paramètres contrôlés et les fréquences de contrôle non repris - disponible sur Georisques] |
| <b>Constats :</b>  |



|   |
|---|
| <p>L'inspection s'est attaché à vérifier le respect des fréquences de contrôle et des paramètres de surveillance des rejets aqueux prévus par l'arrêté préfectoral de l'exploitant depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2023.</p> <p>De manière générale les fréquences de contrôles sont respectées.</p> <p>Tous les écarts relevés par l'inspection sont justifiés dans les rapports trimestriels transmis par l'exploitant. Ces écarts sont liés notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- aux périodes des arrêts et grands arrêts de la plateforme engendrant un arrêt des unités ;</li> <li>- aux périodes d'arrêt des envois des effluents à C4000 (suite à la fuite détectée en décembre 2023) impactant les modalités d'envois des effluents;</li> <li>- aux problèmes techniques sur un préleveur automatique.</li> </ul> <p>À noter que le rejet n°11 (Effluents UTG - C4000) dispose désormais d'une mesure en continu du pH depuis le 18/07/24, suite au constat de non-conformité lors d'une précédente inspection. Cependant, la sonde installée semble présenter des anomalies (écart de valeur entre la valeur relevée en continu et celle mesurée lors du prélèvement mensuel). L'exploitant étudie actuellement l'influence de la température sur l'étalonnage de la sonde afin de disposer d'un suivi en continu du pH fiable.</p> |
| <p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant informe l'inspection de l'échéancier associé à l'étude de l'impact de la température sur l'étalonnage de la sonde pH et tiendra informée l'inspection des conclusions de celle-ci.</p>  |
| <p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>   |

#### N° 8 : Respect des valeurs limites d'émissions

|  |
|--|
| <p><b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 07/04/2022, article 4.3.7</p>   |
| <p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Surveillance des rejets aqueux</p>  |
| <p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les effluents rejetés doivent être exempts :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• de matières flottantes ;</li> <li>• excepté pour le point de rejet n° 11, de produits susceptibles de dégager, en égout ou dans le milieu naturel, directement ou indirectement, des gaz ou vapeurs toxiques, inflammables ou odorantes ;</li> <li>• de tout produit susceptible de nuire à la conservation des ouvrages, ainsi que des matières déposables ou précipitables qui, directement ou indirectement, sont susceptibles d'entraver le bon fonctionnement des ouvrages.</li> </ul> <p>L'exploitant est tenu de respecter, avant rejet de ses eaux résiduaires les valeurs limites en concentration en moyenne journalière et flux ci-dessous définies.<br/>[tableau non repris - disponible sur Georisques]</p> |
| <p><b>Constats :</b></p> <p>L'inspection s'est attachée à vérifier le respect des valeurs limites d'émissions des rejets aqueux</p>  |

prévues par l'arrêté préfectoral de l'exploitant sur la période allant du 1<sup>er</sup> janvier 2023 jusqu'à la date de l'inspection.

De manière générale les VLE sont respectées.

Les quelques écarts ponctuels relevés sont justifiés dans les rapports trimestriels transmis par l'exploitant. Ces écarts sont liés à :

- des travaux sur la fosse de neutralisation ;
- un problème d'étalonnage d'une sonde pH.

À noter que le rejet n°11 (Effluents UTG - C4000) montre de manière quasi-systématique des valeurs de pH en dessous de la valeur minimale. L'exploitant a mis en place un plan d'action pour solliciter une modification de la VLE.

Ce plan d'action devra justifier l'acceptabilité de la matrice C4000 pour des effluents plus acides. L'exploitant indique être en lien avec l'exploitant minier Geopetrol pour ce point.

L'exploitant indique également étudier avec le SIR SOBEGI l'impact d'effluents plus acides sur les tuyauteries de l'UTG et sur leur plan de surveillance. Ce plan d'action intègre également le travail d'étalonnage de la sonde pH (cf. point de contrôle précédent).

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant tiendra informée l'inspection de l'avancement de ce plan d'action.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 1 mois